

dossier :
chrétiens et socialisme

des chrétiens qui bougent

le PSU et les chrétiens

A l'occasion des états généraux pour l'autogestion socialiste, en juillet dernier, le PSU avait lancé le débat sur la place des chrétiens dans la lutte révolutionnaire, sur l'importance de la lutte idéologique. Des militants provenant d'horizons divers : Action catholique ouvrière (ACO), Jeunesse étudiante chrétienne (JEC), Vie nouvelle. Témoignage chrétien



(TC), Chrétiens pour le socialisme (CPS), Chrétiens critiques, athées, avaient participé au carrefour sur « Lutte de classes et Eglise » (cf. le compte rendu dans Etats généraux pour l'Autogestion (1), pp. 69-80). C'est dans le cadre de sa stratégie d'unité populaire pour le pouvoir aux travailleurs que le PSU aborde cette question de l'Eglise et des chrétiens, animé, dès sa création, par de nombreux militants de mai 68, le PSU a toujours été sensible à l'importance de la lutte idéologique. Au fur et à mesure de son

développement, il a été amené à préciser la nécessaire articulation entre cette bataille contre les valeurs dominantes et la conquête du pouvoir par les travailleurs. Ce dossier se situe dans ces perspectives. Un prochain PSU-Doc rédigé par Yves Barou, sera également consacré à ce problème et constituera un approfondissement.

Dossier réalisé par André LADOUZE

(1) Editions Syros, 1976, un vol. de 270p. 22 F. En vente à la librairie Syros, 9, rue Borromée, 75015 Paris

Les Eglises comme appareils et forces sociales, penchent à droite. Faire ce constat n'est pas réduire la foi chrétienne à une idéologie, mais la situer dans ses manifestations sociales. Les Eglises, comme appareils idéologiques sont diversifiées (hiérarchie plus ou moins réformiste, éléments traditionnalistes et intégristes, masses conservatrices, communautés en recherche...). Elles véhiculent un discours généralement apolitique, occultant la lutte des classes par un langage de réconciliation au nom du bien commun. Au mieux, elles prétendent s'attaquer aux excès du capitalisme sans en remettre en cause les fondements. Le type de gouvernement intérieur de l'Eglise catholique, monarchique et déphasé par rapport à la société capitaliste, est remis en question par une partie des chrétiens. Une autre partie, politiquement réactionnaire, réduit l'expérience chrétienne à une morale élitiste et à un culte soi-disant populaire que le système capitaliste peut utiliser à son profit pour renforcer son emprise idéologique. Les Eglises sont en crise.

Cependant, dans ces Eglises ou sur leurs marges, un certain nombre de chrétiens, individuellement ou en groupes, s'engagent, comme travailleurs, dans la lutte des classes et font le choix politique de la révolution socialiste. Ils le font pour des raisons diverses (motivations évangéliques, analyse économique, prise de conscience concrète de l'exploitation, etc.). Ils envisagent l'espérance chrétienne comme un ferment de libération historique, non comme un opium. Ils veulent transformer la société lutter contre « les injustices ».

l'évolution au sein de l'ACO

En France, divers courants existent dans le « champ » des chrétiens qui bougent. Et d'abord, l'Action catholique ouvrière (ACO), née en 1950.

« Le 7 octobre et ses manifs, voilà un événement



qui, pour nous, à l'ACO, a pu marquer les copains ». Dans une équipe d'ACO, la « révision de vie », face à l'Evangile, vise à renvoyer au sérieux de l'engagement de chacun dans les organisations du mouvement ouvrier. « Nous sommes attentifs aux signes que les organisations syndicales et politiques elles-mêmes retiennent comme positifs dans telle ou telle lutte. » La foi, en effet, doit pouvoir être vécue collectivement, et « le rôle de l'ACO est de partager avec les travailleurs ce qu'ils ont pu découvrir du Christ dans le quotidien des luttes ».

Tout comme la JOC, l'ACO représente un en-

semble important de travailleurs chrétiens qui ont, de fait, choisi le socialisme. L'ACO assure avoir fait accepter par l'épiscopat la légitimité de l'engagement socialiste pour un chrétien de la classe ouvrière. La plupart du temps, dans les 2 500 équipes réunissant les 30 000 membres du mouvement, l'ACO pratique ce qu'elle nomme le « regroupement », en d'autres termes la pluralité des engagements représentés au sein de chaque équipe : CGT, CFDT, PS, PSU, PC sont ceux que l'on retrouve le plus souvent. Selon l'ACO, l'« Eglise en monde ouvrier » est liée à cette diversité. La pédagogie du mouvement part toujours du concret, du vécu ouvrier. Son journal *Témoignages* en est la preuve. Il est probable que dans les prochains numéros, il y aura des réactions de la base, dans tel ou tel atelier, sur le film passé récemment à la TV *Journal d'un prêtre-ouvrier*. L'affaire Lefebvre, elle, n'a guère eu d'impact ce qui est significatif d'un désintérêt pour la « boutique » Eglise. Pour l'ACO « la rencontre collective de la classe ouvrière avec Jésus-Christ », est l'objectif essentiel. L'ACO a reçu « mandat » de la hiérarchie épiscopale pour cette « mission » prioritaire. La question de la lutte des classes, interne à l'Eglise, ne préoccupe guère les dirigeants. Ceux-ci estiment que c'est aux partis et syndicats de gauche de faire une critique de l'Eglise, dans la mesure où elle est située dans le système capitaliste exploitant les travailleurs.

Cependant, depuis quelques années, un certain nombre de militants chrétiens d'ACO quittent ce mouvement. Certains passent au PC. D'autres ne supportent plus le monopole de fait de l'ACO, « Eglise en monde ouvrier ». Ils estiment aussi que l'ACO néglige de mener la lutte contre l'idéologie religieuse dans les Eglises. Le 13 août 1975, pourtant l'ACO avait pris une position publique contre l'archevêque de Braga (Portugal) qui faisait corps avec le combat de classe que menait la bourgeoisie portugaise contre la révolution !

la perspective des chrétiens pour le socialisme

Au groupe TC de M..., on trouve, parmi d'autres militants, un « noyau », relais pour un ensemble plus large : il y a là un ouvrier imprimeur CGT, une assistante sociale PSU, un prof. SGEN, un animateur culturel, un jeune objecteur... Le groupe se mobilise, parfois, pour des actions ponctuelles : lettre et démarche à l'évêché à l'occasion d'une longue grève, diffusion de TC... Ainsi, un peu partout (il y a environ 300 groupe TC en France), des militants chrétiens ayant une certaine pratique populaire se retrouvent dans un autre contexte que celui de l'action catholique. Certains ont vécu la rencontre nationale des amis de TC à Orléans en décembre 75 où a été définie une perspective : celle des Chrétiens pour le socialisme (CPS). S'agit-il d'un super-mouvement ? La Vie nouvelle, TC, les Equipes enseignantes (instituteurs, chrétiens de l'enseignement public), la JEC et l'Action catholique universitaire, ainsi que le

groupe Franciscains et socialisme qui, ensemble, sont partie prenante de cette « dynamique », ne le pensent pas. Ils veulent plutôt susciter, avec des groupes de base, un ensemble de services-relais, permettant, par exemple dans une ville, la coordination rapide d'interventions sur telle attitude épiscopale, tel événement, etc., permettant aussi l'apparition de moyens de formation et de type de célébration plus « engagés ». Il s'agit de « *collectifs d'Eglise* », assurant une nouvelle expression chrétienne en provenance de gens expérimentant une « *militance pour le socialisme* ».

Sans devenir un parti politique chrétien de gauche, il s'agit, sans non plus se couper des Eglises, de dénoncer les blocages de droite, les compromissions des Eglises avec la politique de la classe dominante, bref de se donner les moyens de faire entendre un courant qui n'est ni celui, réactionnaire, de Mgr Lefebvre, ni celui, réformiste, de la masse des chrétiens et de la majorité du clergé.

Dans une conférence de presse, le 2 décembre à Paris, des militants de ces divers mouvements intéressés par « CPS » et la revue *Notre Combat*, animée par Bernard Schreiner, présentait un projet de plate-forme. Ils proposaient un processus basé sur la participation des CPS aux réalités de la foi et de l'Eglise, pour précisément inventer un autre langage de foi et une Eglise ouverte aux engagements et à l'avenir socialistes. CPS n'entend donc pas s'identifier à telle ou telle stratégie particulière de la gauche, celle du Programme commun ou celle de l'autogestion socialiste. Dans cette mouvance peuvent se sentir à l'aise des hommes et des femmes militants au PC, au PSU, au PS, à l'extrême gauche, à la CGT, à la CFDT, aux GAM, dans le cadre de vie ou des associations familiales populaires, etc. Avec un souci commun : lutter, avec l'appui de l'instrument marxiste, contre l'idéologie religieuse au sein des communautés chrétiennes avec lesquelles on entend demeurer en « *solidarité conflictuelle* ».

L'année 77 est retenue par les promoteurs de CPS pour tenter de faire émerger, au plan local et national, un regroupement qui ne leur semble pas du tout opposé aux ouvertures du concile Vatican II et même de l'épiscopat français. Ce dernier, en effet, dans le texte « *Pratique chrétienne de la politique* » (1972), n'a-t-il pas admis qu'« *il est légitime que des chrétiens d'une même tendance politique s'associent pour exprimer, entre-eux, et exprimer dans la société et dans l'Eglise, les options qu'ils font et la signification qu'ils lui donnent dans la foi* ». Les « *risques* » d'un « *blocage politico-religieux* » seront évités, aux yeux de l'épiscopat, si on perçoit « *le caractère relatif des analyses politiques et l'originalité absolue de la révélation chrétienne capable de critiquer les idéologues* ».

De leur côté les « *chrétiens-marxistes* » petit groupe parisien autour de P. Blanquart et de F. Charbonnier, tentent de mener ce combat, certains en lien avec CPS, d'autres en éclaireurs situés dans l'extrême gauche. Ces derniers sont souvent marginaux par rapport aux Eglises et leur pratique

marxiste a tendance à supplanter leur appartenance chrétienne. Leur organe *Cité nouvelle* a récemment publié une analyse critique de la position défendue par le courant CPS inspiré par les mouvements évoqués plus haut. Enfin, une revue *Lettre*, héritière de *la Quinzaine* jadis interdite par l'Eglise, représente un lieu de dialogue entre ces deux derniers courants, qui, chacun le sait, regroupent plus des gens issus de couches moyennes et de la petite-bourgeoisie que des OS et des OP. Un texte proposant une perspective CPS, signé par les chrétiens marxistes, mais aussi par quelques groupes de province, a été publié dans *la Lettre*. Il insiste surtout sur le caractère social et politique de la lutte idéologique au plan religieux. Début décembre, *Lettre* organisait un colloque de réflexion sur la lecture matérialiste de la Bible.



Le « *champ* » chrétien est vaste. Il y a plusieurs demeures... Paul VI à Rome, les évêques dans leur diocèse et dans la *collégialité* de leurs décisions, les quarante-deux prêtres ouvriers qui en novembre dernier, rappelaient leur existence, n'ont pas tout à fait la même théologie, ni la même « *pratique sociale* ».

A la base, le « *chrétien moyen* » vote encore à droite. Moins qu'auparavant, sans doute, puisque divers sondages permettent d'affirmer que, si en 1973, 650000 « *pratiquants réguliers* » (ceux qui vont à la messe le dimanche), ont voté à gauche, ils étaient 1 300000 en 1974. 8% des pratiquants réguliers ont voté Mitterrand au premier tour en 1965 ; 13 % ont voté pour un parti de gauche (PC, PS, PSU) en 1973 et 23% pour Mitterrand le 19 mai 1974. Mais l'option politique ne se limite pas au choix électoral : dans les luttes anticapitalistes, il est difficile d'apprécier le degré d'engagement des chrétiens.

des sondages et des hommes

96 % des Français sont baptisés, mais il n'y a que 32 % des Français qui croient en Jésus Christ ressuscité et vivant dans son Eglise aujourd'hui. (Sondage SOFRES.) ■

Mais on peut, certainement, affirmer qu'ils « y sont » davantage qu'il y a trente ans. L'enjeu demeure, cependant, ce que certains nomment « la masse chrétienne », le tout-venant des paroisses urbaines et rurales, sensibles au rituel et aux habitudes acquises, mais susceptibles d'évoluer (lentement), si les avant-gardes restent en lien avec cette masse, et usent d'une pédagogie adaptée en vue de la « conscientiser » peu à peu et d'accroître sa résistance à la tentation de l'intégrisme style Mgr Lefebvre. Dans ce combat, il n'est pas tactiquement inutile que des chrétiens « avancés », « collent » à l'Eglise du concile, contre les tenants du traditionalisme... Mais il leur faut aussi se délivrer de la conception « dominante » de collaboration de classe qui règne dans l'institution Eglise, et chercher un mode critique et non idéaliste de référence à Jésus.

Dans le contexte sociologique de notre pays

où les « valeurs chrétiennes » marquent encore beaucoup le mode de vie et les comportements personnels et sociaux, il est évident qu'un parti socialiste qui se veut marxiste comme le PSU, doit tenir compte de ces réalités-là, car l'ensemble des travailleurs est peu ou prou influencé par l'idéologie religieuse chrétienne.

Face à ce problème, le PC « tend la main » et invite les chrétiens à s'intégrer dans l'union du peuple de France. Le PS navigue au plus juste pour rassurer et rallier électoralement le plus de chrétiens possible, en leur assurant qu'ils ne sont pas confrontés au PS « à des problèmes d'idéologie ou de foi »... (F. Mitterrand à Oullins, le 13-6-75). Le PSU, pour sa part, rencontre quotidiennement certains chrétiens dans les luttes populaires. C'est notamment, avec eux, que le PSU lui-même et plus largement le courant autogestionnaire, ont pu et peuvent encore se développer. C'est de l'intérieur d'une pratique révolutionnaire commune, que peuvent être débattues les questions sur les références culturelles, idéologiques et philosophiques. Pour le PSU, la foi, comme le mode de vie, les rapports hommes-femmes, ce n'est pas qu'une affaire privée. Cela nous renvoie, une fois de plus, à la différence entre front antimonopoliste des mécontents et stratégie anticapitaliste conséquente. ■

un prêtre parmi d'autres

Daniel Gnette, né en 1929, de parents ouvriers, en relation avec l'ACO, mais aussi aumônier de la JEC, puis chargé du centre diocésain d'information de Beauvais, a donné une interview au Courrier Picard du 4 août dernier. Nous en extrayons les passages suivants :

« Ma solidarité avec l'Eglise, ma croyance en l'Evangile, sont pour moi fondamentaux. J'ai des options, mais comme prêtre, je n'ai pas à prendre une position politique de parti. Je suis chargé des relations extérieures de l'évêché et j'entretiens, par conséquent, des relations avec tous les milieux... Sans doute ai-je des relations plus suivies avec les habitants de la ZUP ou du Plateau Saint-Jean et je fréquente plus les gens de l'AJED et de CLB qui est un des seuls endroits d'expression libre de Beauvais... Je suis solidaire de l'Eglise dont je fais partie et je n'ai pas du tout envie de quitter le bateau... Selon moi, il est fondamental de croire en l'homme et en sa liberté d'expression. Rester cloisonné est absurde. Il faut ouvrir portes et fenêtres afin que les hommes se comprennent mieux. L'Evangile m'a appris la tolérance de même que l'école communale. Pour moi, il n'y a aucune distorsion... ». A la question : « Et si le Parti communiste prenait le pouvoir en France, que feriez-vous ? » Daniel Gnette répondait : « Je ferais le même métier, car la contestation est évangélique sous tous les régimes et dans toutes les sociétés. »

trois questions, trois réponses



Nous avons posé trois questions à trois personnalités chrétiennes assez différentes : le père Pierre Toulat, secrétaire de la commission épiscopale « Justice et Paix »; le pasteur Georges Casalis, professeur de théologie protestante ; Philippe Warnier, animateur national du mouvement « La vie nouvelle ». Voici leurs réponses.

T.S. : L'épiscopat français a, récemment envoyé une « lettre aux catholiques de France ». Qu'en pensez-vous ?

Père P. Toulat : Pour moi, c'est un acte de gouvernement : les responsables de l'Eglise interviennent dans un débat confus et veulent indiquer leur position. Indépendamment du contenu, la lettre, par son titre et par sa référence au concile tout comme par son élaboration à huis-clos et sa diffusion massive, signifie quelque chose de cette volonté de clarification. Y réussit-elle ? Je le crois. Elle constitue un point de repère. Pourtant, j'aurais aimé qu'elle soit plus explicite sur l'occasion qui est à l'origine de cette intervention : ce que l'on a appelé « l'affaire Lefebvre » est passé sous silence. Le nom de l'affaire n'est même pas prononcé, ni les remous qu'elle a provoqués. On pense bien que c'est de cela qu'il s'agit, mais pourquoi ne pas parler plus clairement ? Plus clairement aussi pour dire le désaccord avec l'auteur et le principal acteur de l'affaire. Désaccord sur ce qui touche la vie propre de l'Eglise et sur ce qui est sous-jacent, politiquement parlant. Autre remarque : je trouve que les exigences de l'annonce de l'Evangile, telles qu'elles sont exprimées dans la Lettre, concernent plus la cohésion du groupe, je veux dire de l'Eglise, que son dynamisme dans le monde. Cette cohésion étant menacée, je comprends que les responsables travaillent à la rétablir : un homme « politique » lutte pour la survie du groupe (nation, Eglise, etc.). Mais, puisqu'il s'agit de « maintenir le cap » et d'insister sur l'appel prioritaire qui est d'annoncer l'Evangile, j'aurais aimé que l'on mette davantage en valeur ce qui est requis pour cela. Dans cette ligne, je regrette qu'il ne soit nullement fait allusion au témoignage chrétien, actuellement, par rapport aux combats pour l'homme qui sont livrés en différents points de l'univers et où l'Eglise est engagée.

Pasteur Casalis : Deux citations de textes qui m'ont frappé. La première, de Maurice Clavel : « J'en viens au soupçon que cette ligne médiane, si droite, entre lefebvristes et marxistes, était la résultante de deux paniques contradictoires. Ainsi on s'imagine un concile de généraux français de l'été 1940, entre l'Allemand et l'Anglais » (*Nouvel Observateur*, 22-11-76). La seconde, dans *Politique hebdo* : « [...] Les évêques ont sorti un texte récupérable — et récupéré — par les groupes traditionnalistes, mais qui leur permet en même temps d'affirmer qu'ils ne

donnent aucun coup de frein. Merveille du langage. Il n'en reste pas moins qu'une Eglise qui, grâce à cette alchimie et par son insistance sur le dogme et les sacrements prend de la « hauteur spirituelle (« nous invitons tous les chrétiens à écrire, non pas un livre blanc ou rouge, mais un livre aux couleurs de l'arc-en-ciel » a dit, en conclusion, Mgr Etchegaray) contribue à relativiser les oppositions sociales. Ce qui convient davantage à la « majorité » aujourd'hui en place. D'où la baisse des clameurs qui, ces temps derniers, s'élevaient de ce côté-là [...] (*PH*, du 15-11-76).

Effectivement, la « manip » Lefebvre a réussi (cf *Notre Combat*, n° 93, nov. 1976). Une fois de plus, l'institution a reculé devant le chantage de l'extrême droite. La « Lettre aux catholiques de France », pesante et insipide, est comme une dalle bloquant la porte entrouverte par le concile. Cette régression manifeste, est une agression contre l'espérance, mais son insignifiance même lui assurera un écho et un avenir limités.

Philippe Warnier : Concession à Rome et aux catholiques conservateurs (suite à l'affaire Lefebvre) et centrée sur la défense religieuse interne et disciplinaire plutôt que sur le témoignage de l'Evangile au service des pauvres et de la justice, cette lettre marque effectivement un coup de frein. En l'absence actuelle de répressions accrues vis-à-vis de l'aile marchante de l'Eglise de France, elle ne doit pas malgré tout être dramatisée et je préfère quant à moi, l'interpréter comme une relance de l'esprit conciliaire.

T.S. : « Chrétiens pour le socialisme » (CPS) sera probablement une réalité en France, en 1977. Quel est votre sentiment à cet égard ?

Père P. Toulat : Que dire sinon que je ne suis pas convaincu, ou pas séduit, par la perspective de ce regroupement ? Encore que les précisions apportées, lors de la dernière conférence de presse, soient positives.

Pourquoi un titre pareil ? Les chrétiens seraient-ils une force politique pour instaurer le socialisme ? Le titre de chrétien est-il ainsi ordonné à un choix politique ? et à un choix unique ? Bien sûr, les explications éclairent le titre, mais il demeure, et tout le monde n'a pas entendu les explications. J'y vois un risque de collusion, dans l'esprit d'un certain nombre

de gens.

En revanche, il me paraît légitime que des chrétiens se regroupent, d'après des affinités politiques, comme d'autres le font par proximité territoriale, appartenance professionnelle ou affinités de milieu socio-culturel, pour réfléchir sur leur manière de vivre leur foi au Christ dans les engagements politiques dont ils ont fait le choix. De ce point de vue, ce qui m'intéresse, dans une telle rencontre, ce n'est pas de mettre au point des stratégies politiques pour la conquête du pouvoir (c'est l'affaire des partis), mais de chercher, avec d'autres, si et comment les potentats sont renversés de leurs trônes et les affamés sont rassasiés. Autrement dit, quelle est la finalité de cette rencontre entre chrétiens ayant fait l'option pour le socialisme? Est-elle politique ou d'abord évangélique?

Pasteur Casalis : CPS peut avoir un triple rôle :

- manifester que l'on peut être à la fois militant socialiste et chrétien authentique. Bien des chrétiens hésitants peuvent ainsi être conduits à ne plus considérer la foi comme contradictoire avec une option de gauche ou d'extrême gauche ;
- contribuer à radicaliser la lutte des chrétiens contre l'idéologie dominante et l'appui apporté par les églises au système capitaliste. A l'intérieur de cette lutte, des formes nouvelles de célébration, de lecture et d'expression de l'Évangile, émergeront de plus en plus ; une nouvelle crédibilité apparaîtra ;
- regrouper pour des confrontations et partages, tant spirituels que politiques, des militants appartenant à divers partis de gauche. La « référence chrétienne » devrait les conduire à toujours distinguer entre les contradictions secondaires et la contradiction principale à l'intérieur des luttes de classes.

Philippe Warnier : Je crois que les différents partenaires concernés par CPS arriveront à le faire démarrer sur des bases claires et à intéresser à l'entreprise un nombre important de militants chrétiens qui ne sont pas actuellement dans des organisations chrétiennes. A la base, les choses progressent et l'intérêt des partis (PS, PC, PSU) pour notre initiative est aussi un facteur positif. Le principal problème reste celui de la base sociale de CPS; mais le débat est désormais engagé avec l'ACO et, en nombre croissant, des militants ouvriers chrétiens commencent à se poser des questions et à comprendre qu'ils ne peuvent réexprimer leur foi (en cohérence avec le combat ouvrier) qu'en remettant en cause l'idéologie religieuse dominante diffusée par les églises. Mais CPS n'aura — politiquement et religieusement — de sens que s'il ne se marginalise pas vis-à-vis des masses chrétiennes et des églises.

T.S. : Le PC, le PS se préoccupent de l'électorat chrétien. A votre avis, quel est le rôle d'un parti politique vis-à-vis du problème des chrétiens ?

Père P. Toulat : Heureusement, l'électorat chrétien — comme vous dites — est diversifié! Il est normal qu'un parti politique se préoccupe de la manière dont se comportent les chrétiens vis-à-vis de la politique et, plus spécialement, de sa politique à lui. Mais j'aimerais un peu plus de discrétion. Verrait-on le PC faire la tournée des évêques comme, naguère, des candidats à la députation faisaient la tournée des curés ? S'il y a des questions à débattre — car qu'on le veuille ou non la communauté des catholiques en France, a une dimension institutionnelle — elles peuvent nécessiter des réunions de travail ou des entretiens avec les responsables de la communauté catholique. Je souhaite pourtant que ces questions ne soient pas du domaine réservé, et que l'ensemble du peuple concerné, puisse en connaître et exprimer son avis.

Pasteur Casalis : Tout parti politique devrait connaître le « caractère politique du fait chrétien » et en tirer les conséquences positives ou négatives qui s'imposent, suivant le sens dans lequel joue ce fait. Des partis de droite recherchent normalement l'appoint et la sacralisation des structures et de l'idéologie cléricales. Des partis de gauche devraient empêcher les églises de prétendre à aucun pouvoir et privilège sociaux; ils pourraient reconnaître que les « *chrétiens authentiques — c'est-à-dire les chrétiens révolutionnaires — sont leurs alliés objectifs* » (Fidel Castro), qu'ils soient ou non engagés dans leurs rangs.

Philippe Warnier : Depuis quelques années — et le PSU n'y est pas pour rien — s'affirme l'idée que l'idéologie religieuse, présente dans toute la société, mais diffusée principalement par les églises, constitue un front de lutte politique, analogue à ceux qui concernent la famille, la sexualité, l'école, etc. Un parti n'a pas, en tant que tel, à prendre en charge ce front de lutte ecclésial : c'est bien évidemment l'affaire des chrétiens, pour lesquels la foi représente un enjeu pour toute leur vie (sans oublier la dimension politique). Mais le parti peut et doit fortement contribuer à la prise de conscience de la nécessité de ce front de lutte, à analyser politiquement le fait religieux et le poids social des églises, à confronter les stratégies au niveau ecclésial avec les stratégies globales, à inciter les militants chrétiens en son sein à ne pas désertir ce combat. ■

PSU, pratiques chrétiennes et pratique marxiste



Quand un chrétien pour le socialisme rencontre un autre chrétien pour le socialisme, ils ne parlent pas forcément le même langage. Ils n'ont pas obligatoirement la même attitude quant au marxisme, du moins dans sa pratique.

Souvent, le chrétien engagé « à gauche » (y compris au PSU) a un réflexe « idéaliste ». En provenance parfois de couches sociales petites-bourgeoises, menacées par la conjoncture économique, l'insécurité de son statut social l'a rendu vulnérable au plan idéologique. Il s'avouera parfois chrétien « en déroute », « paumé », au moment même où il « virera » à gauche et se mettra à utiliser, peu ou prou, l'instrument marxiste, dans son syndicat ou dans son parti. C'est alors qu'il projettera facilement, sur sa nouvelle pratique politique ses habitudes religieuses : il aura tendance à sacraliser la classe ouvrière, il privilégiera les actions de type individuel, il se méfiera de l'organisationnel qu'il qualifiera de « bureaucratique ». Il radicalisera l'intervention verbale, il pourra se comporter en puriste, voire en sectaire dans l'action quotidienne et dans les rapports avec ses partenaires. Il choisira volontiers les fronts de lutte dits « secondaires » où l'on peut dialoguer avec « le frère immigré » et faire avancer des relations plus interpersonnelles. Il posera, en général mal, ou maladroitement, le problème politique du pouvoir. Bref, sa pratique « marxiste » sera fortement teintée de résurgences religieuses idéalistes.

Ce type de comportement n'existe pas, bien entendu, à l'état pur. Mais il est présent, plus ou moins, chez de nombreux chrétiens, politisés sans être encore devenus réellement marxistes. A l'extrême, ce sera tel candidat du PS, chrétien de gauche qui déclarait : « *Ma foi est une affaire privée, mon engagement politique n'a rien à voir avec.* » Ce sera tel travailleur qui se trouvera à l'aise au PCF, parce que ancien de l'ACO, il veut préserver coûte que coûte la distinction des plans entre temporel et spirituel, foi et politique, tel qu'il l'a reçu de sa formation antérieure. Ce sera tel membre du PSU, paroissien contestataire, qui poussera son curé à subsituer des sermons « *de gauche* » parce qu'il en a assez d'écouter des sermons « *de droite* » ! Ce sera, autre conséquence d'une attitude idéaliste, ce chrétien d'extrême gauche venu des classes-

moyennes au combat ouvrier, qui rejette dans les ténèbres extérieures les masses chrétiennes demeurées dans le giron de l'Eglise et qui les méprise parce qu'elles ne sont pas radicalisées !



l'idéalisme demeure menaçant

Il existe une autre attitude. Plus « dialectique ». On la découvre là où ce n'est plus la référence religieuse qui détermine l'action politique, mais bien la pratique sociale qui entraîne une réflexion sur les phénomènes idéologiques et religieux et un regard critique à leur endroit.

Des chrétiens, qui ont déjà une expérience politique et syndicale, adoptent cette attitude. Certains d'entre-eux ont été marqués déjà par leur passage à l'UNEF, à la JEC, dans des associations familiales, et le syndicalisme. Ils y ont fait l'apprentissage d'un certain marxisme pratique, non scolastique. Comme leurs camarades caricaturés plus haut, ils ont fait le choix de classe et participent au combat de la classe ouvrière. Mais leur lecture concrète de l'analyse marxiste, tout comme leur action quotidienne, les ont amenés, parfois, plus sérieusement que d'autres, à une conception autogestionnaire de la société, voire au PSU.

Ils commencent à saisir l'incapacité d'une lecture idéaliste de l'Evangile à faire face aux problèmes posés par l'engagement socialiste; mais ils estiment qu'une fuite en avant, hors des communautés chrétiennes, laisserait le terrain à la droite et à l'idéologie bourgeoise dominante. Ils comprennent que la foi, l'idéologie, les rapports à une référence religieuse ne peuvent être considérés mécaniquement comme un simple reflet illusoire ou provisoire des réalités politiques et économiques. Mais ils perçoivent aussi que l'idéologie religieuse sert souvent le « bon » fonctionnement de la société, celui que la bourgeoisie préfère (cf. l'exemple du Portugal). Ils prennent conscience de ce que les conditions idéologiques inscrites dans le processus du travail capitaliste doivent être dénoncées pour que les travailleurs puissent se réapproprier un pou-

voir en vue d'une avancée humaine réelle.

Ils font ainsi une approche non dualiste des rapports foi chrétienne — politique socialiste. Bref, ils adoptent une attitude dialectique. Ils deviennent des partisans d'un marxisme ouvert, c'est-à-dire d'une science sociale de la révolution qui précise l'articulation entre l'économique et les rapports sociaux afin de permettre aux hommes d'acquérir le pouvoir de décision sur leur existence et leur avenir. Ils deviennent partisans d'une Eglise ouverte, ils luttent pour la libération de leurs propres communautés de foi, pour qu'elles deviennent des espaces d'espérance.

Grâce à Dieu... et au PSU, ce type de chrétiens est en progression dans les rangs du socialisme autogestionnaire. Mais l'idéalisme et ses tentatives demeurent menaçantes. Et il est toujours difficile de « mener de front un combat pour une révolution socialiste qui tienne compte des réalités du mouvement ouvrier français et un combat pour une révolution évangélique qui ne néglige pas le travail criti-

que à l'intérieur de l'Eglise et auprès des masses chrétiennes ». (Plate-forme de *Notre Combat*). (1)

(1) On trouvera dans *Notre Combat* (49, rue du Faubourg-Poissonnière, 75010 Paris, n° 94, 7F les deux textes « Chrétiens pour le socialisme » dont il est question dans cet article

Toutes les remarques faites, dans cet article, ne sont pas sans importance. Elles éclairent la déclaration du Bureau national du PSU, placée en tête du PSU-Documentation : « Le PSU et les chrétiens », à paraître prochainement.